

L'Autre Davos-Colombie

LE PLAN COLOMBIE : DEFI NEOLIBERAL CONTRE AMERIQUE LATINE

LUIS ALBERTO MATTA ALDANA

*Militant et défenseur des Droits Humains, chercheur dans le domaine
des problèmes ruraux et de la question agraire en Colombie.*

Le Plan Colombie est la manifestation la plus intégrale et la plus authentique du capitalisme contemporain. C'est un programme néolibéral qui combine interventionnisme politique, économique et militaire, mais qui se présente habilement sous les traits d'un plan humanitaire visant à défendre la démocratie et sauver le monde d'une menace, le narcotrafic en l'occurrence.

C'est la logique perverse sur laquelle on prétend asseoir sa légitimité, masquant ainsi de façon trompeuse les intentions bellicistes et financières des Nord-Américains acoquinés avec l'oligarchie colombienne. Les secteurs puissants, liés de fait au grand capital dans les deux pays, parient sur la déroute politique et militaire du mouvement populaire d'opposition, et cherchent en particulier à faire fléchir l'insurrection armée.

Avec le Plan Colombie, l'intention des Etats-Unis est bien celle d'intervenir dans le conflit social et politique interne, **pour imposer et favoriser d'importantes transnationales du pétrole et du charbon, faciliter la privatisation des principales entreprises d'état dans les secteurs de la santé, de l'éducation et des communications, protéger les propriétaires terriens engagés dans le développement agro-industriel et des grands élevages, et s'emparer sans aucun obstacle des énormes richesses de l'Amazonie.**

L'ingérence politique et militaire des Yankees en Colombie vise également à effrayer les peuples d'Amérique Latine. Les Etats-Unis cherchent un repositionnement géostratégique dans la région, face au mécontentement populaire croissant que provoquent les politiques néolibérales en Equateur, au Pérou, au Brésil et à Panama. Ainsi, les Nord-Américains observent avec un mécontentement difficile à cacher le processus de changements sociaux et politiques que vit le Venezuela, processus que les élites colombiennes accusent tendancieusement d'avoir un lien idéologique avec les FARC-EP (Forces Armées Revolutionnaires de Colombie – Armée du Peuple).

Le Plan Colombie constitue un risque grave pour les luttes populaires en Amérique Latine. Il y a peu, Horacio Serpa, un politicien colombien connu et corrompu (ex-candidat présidentiel), a proposé dans une réunion avec des militaires et des diplomates américains, que ce Plan soit étendu à toute la région andine et amazonienne.

De telles positions ne peuvent être ignorées. Notre pays est plongé dans une course à l'armement gigantesque, sans précédent dans la région. Actuellement, au moins 400 "conseillers" nord-américains sont en poste permanent sur le territoire colombien, et ce n'est un secret pour personne que des dizaines d'entre eux sont des mercenaires entraînés lors des conflits en Afrique, dans le Golfe Persique et dans les Balkans.

Cependant, la nouvelle modalité d'intervention américaine n'envisage en principe par le débarquement direct de ses troupes. Au lieu de cela, l'armée et la police colombiennes se transforment de façon accélérée en puissante machine de guerre. Le 80% de la première partie de l' "aide " américaine (environ 1300 millions de dollars) est composée de radars sophistiqués, d'avions-espions, de 30 hélicoptères de guerre Black Hawk et de 75 Huey UH1H qui ont été dotés d'un nouveau système d'artillerie, du financement de l'entraînement de 5 nouveaux bataillons atteignant le nombre de 52.000 soldats professionnels qui s'ajouteront aux 150'000 déjà existants, faisant ainsi avoisiner les 320'000 le nombre de personnes liées aux questions militaires, d'intelligence et de sécurité.

Ce n'est pourtant pas un jeu. L'Amérique Latine doit s'en préoccuper sérieusement. Les Etats-Unis sont en train de reconstruire un scénario de nouvelle guerre froide, dans lequel la Colombie pourrait se convertir en tête de pont d'une future agression nord-américaine contre le Venezuela.

En Amazonie, particulièrement dans la région s'étirant de l'Equateur à la Colombie, il existe une énorme préoccupation concernant l'impact environnemental que va avoir l'utilisation intempestive de **glyphosphate** et du champignon **Fusarium Oxisporum** contre les cultures de coca. Il y a une conscience dans les communautés du fait que ceci sera une agression dévastatrice pour les forêts, qui aura des conséquences très graves sur cette réserve de l'humanité. Il est difficile de croire que les Etats-Unis abandonneront l'Amazonie après s'y être positionnés. Ses richesses naturelles et son voisinage avec les champs pétrolifères constituent un attrait énorme pour le grand capital.

En général, le Plan Colombie apportera aux gouvernements voisins plus de violence, des changements technologiques dans le conflit, une présence nord-américaine massive dans la zone, générera des milliers de déplacés et provoquera probablement l'extension des cultures de coca jusque vers l'intérieur de l'Amazonie.

LES PIEGES DU PLAN COLOMBIE

1. La lutte contre le narcotrafic. Le narcotrafic est consubstantiel du capitalisme contemporain. Les flux de millions que produit le commerce des drogues constituent le plasma évitant l'anémie d'un système qui se nourrit de la spéculation et qui a besoin pour survivre de la circulation des énormes capitaux qui lui donnent vie.

La préoccupation des Américains face au narcotrafic est hypocrite. D'un côté, ils cherchent des substituts synthétiques aux divers stupéfiants et produits hallucinogènes pour ainsi contrôler plus et mieux le commerce, et de l'autre, ils permettent l'existence des paradis fiscaux qui permettent de capter les grands capitaux générés par la drogue.

Il n'existe pas un Plan Etats-Unis pour désarticuler la structure financière intacte qui s'occupe de la commercialisation de la drogue, dont les responsables se trouvent dans le cœur même des grandes villes, liés qu'ils sont avec la banque internationale. Et l'on parle moins du fait que plus de 20 millions de consommateurs dépendants de la drogue vivent dans les villes américaines.

Les fabriques de substances chimiques et autres additifs nécessaires à la fabrication de la cocaïne et de l'héroïne en général sont américaines, et on ne connaît pas de sanctions à leur encontre. Aujourd'hui, les Etats-Unis avec leurs énormes plantations de marijuana en Virginie

et en Californie représentent le premier producteur de cette feuille dans le monde (la marijuana constitue après le maïs et le blé la troisième production agricole américaine). Apparemment, dans la mesure où cette production n'implique pas de fuite des capitaux, elle ne préoccupe pas le Gouvernement.

Ainsi, se présenter face au monde comme les ennemis du narcotrafic est un beau paradoxe. Si c'est cela l'objectif du Plan Colombie, alors il s'agit d'un piège qui ne fait qu'occulter l'intérêt des Américains du Nord à consolider un modèle d'accumulation hégémonique du capital financier et transnational. C'est dans ce but que la réalité est déformée pour justifier leurs intentions ; il n'est pas rare que dans la préparation de ce plan de guerre, la CIA ait classifié les FARC-EP parmi les groupes terroristes et narcotrafiquants.

C'est clairement tendancieux de la part des Etats-Unis que de faire croire que cette partie saine des paysans colombiens qui a organisé la résistance armée contre les injustices du capitalisme fasse partie - et en dépende - d'un phénomène propre aux formes d'accumulation et de spéculation du capital, tel que le narcotrafic.

En réalité, ce que démontre le statu quo Colombie-Etats-Unis, c'est leur préoccupation face à l'enracinement populaire de la guérilla et son ascension politico-militaire significative. Ils craignent que son développement conduise à articuler l'ensemble du mouvement social en Colombie, et que celle-ci se transforme soudain en un exemple à suivre pour d'autres organisations d'opposition en Amérique latine et dans le monde.

Cette situation est ce qui oblige l'oligarchie colombienne et nord-américaine à reconnaître et à se préoccuper principalement de la dimension armée du conflit social et politique. **Comme l'actuel processus de dialogue et de négociation entre la rébellion et le gouvernement colombien constitue un triomphe du mouvement social et populaire qui lutte pour la paix - mouvement qui dynamise les FARC-EP et l'ELN de ses propositions - le Plan Colombie constitue la plus grave des menaces contre la paix non seulement en Colombie mais dans toute la région.**

2. Défense de la démocratie : Le Plan Colombie est une aubaine pour la survie même de l'institution colombienne en très piteux état. Il s'agit d'éviter l'éboulement d'un establishment traditionnellement corrompu et profondément criminel, empêtré dans une crise économique et politique profonde. Il convient de rappeler que l'appui nord-américain, surtout en termes militaires, a traditionnellement favorisé les gouvernements acquis à ses politiques et à ses intérêts, et que généralement ces " aides " ont été accordées à des régimes hautement coupables de violation des Droits Humains.

Pour cela, il n'est pas surprenant qu'aujourd'hui le principal bénéficiaire de l'aide et de l'entraînement militaire nord-américain dans le monde occidental soit la Colombie. C'est bien là que les forces de sécurité, la police, les militaires et l'establishment en général accumulent le dossier le plus alarmant en ce qui concerne les violations des Droits Humains dans tout le monde occidental.

La stabilité de ce régime génocidaire a été maintenue grâce à la répression généralisée et au crime politique. La justice, principal support d'une démocratie, détient un taux d'impunité de 97%, autant dire qu'elle n'existe pas. La pauvreté se multiplie comme un cancer, au point que sur 40 millions d'habitants, il y a 25 millions de pauvres, parmi lesquels 10 millions vivent

dans la misère totale. La corruption touche tous les niveaux de l'Etat devenant ainsi une question pratiquement insoluble.

La Colombie compte parmi ses habitants deux millions de déplacés internes, et un parti politique d'opposition exterminé (1). Le drame est tel qu'il convient de rappeler que la moitié des syndicalistes assassinés dans le monde sont colombiens. 20 % de la population économiquement active est au chômage (selon des chiffres officiels), et au moins 40% des gens qui ont un travail dépendent de l'économie informelle qui n'offre aucune garantie sociale.

C'est aussi un pays qui manque d'au moins 10'000 professionnels de la santé et de 7000 éducateurs, puisque tous les ans l'on réduit les effectifs des enseignants et que l'on ferme des hôpitaux faute de moyens. Avec tout cela, l'Etat s'offre le luxe de contracter 52'000 soldats spécialisés dans la guerre mercenaire contre son propre peuple, avec toutes les garanties sociales et salariales évidemment, et ceci sur le dos de milliers d'ouvriers et de travailleurs licenciés.

Seul un régime politique apatride et oligarchique comme l'est actuellement celui qui gouverne la Colombie peut garantir les intérêts stratégiques des Etats-Unis et les absurdités néolibérales du capital transnational. Malgré tout, le gouvernement accrédite le discours déjà peu crédible sur la " défense de la démocratie et de la stabilité régionale ", pour justifier l'interventionnisme nord-américain. Le président Pastrana invite les gouvernements européens et voisins à appuyer la démocratie colombienne, faisant comme si celle-ci existait déjà.

Sous ce prétexte, l'administration du président Pastrana a cédé au Fond Monétaire International FMI et à la Banque Internationale le contrôle de l'économie nationale. Il a cédé le contrôle politique interne aux décisions du Département d'Etat américain, alors que les aspects de la sécurité sont manipulés de façon éhontée par le commando du sud, la CIA et le DEA. Dans sa conception la plus évidente, le Plan Colombie s'ajuste à cette époque de néolibéralisme et de globalisation, où la souveraineté nationale passe au second plan et où le droit à l'autodétermination et à la dignité en tant que peuple est dénié.

3. La composante sociale du développement : Les Etats-Unis prétendent à travers la dite composante sociale du Plan Colombie, qui correspond à 20% du total général, amenuiser les conséquences de la guerre. **L'idée est que la vie économique et sociale du pays suive son cours au milieu des conséquences dévastatrices du conflit. C'est dire que les privatisations s'intensifieront et que le rythme néolibéral de l'économie sera généralement maintenu.**

On prévoit que l'intensification de la guerre (c'est ainsi que sont définis les macabres assassinats de cultivateurs, exécutés grâce à la stratégie paramilitaire d'Etat) produira plus de 400'000 nouveaux déplacés. Cyniquement, l'on a déjà budgété les frais liés à la réinstallation et aux dédommagements versés aux milliers de déracinés que provoquera la stratégie intégrale qui comprend bombardements, fumigations et massacres. Il suffit d'ajouter que 70% de ces sommes consacrées à l'assistance seront versées à des entreprises privées et à des organisations non gouvernementales. (Au cours de l'année dernière, plus de 1000 nouvelles ONGs se sont inscrites dans les registres qui répertorient les représentants choisis de la " société civile ").

Dans les grandes villes, l'on a prévu que la consommation de riz, de yuca, de banane, de pomme de terre, etc. (aliments de base de l'alimentation colombienne) ne soit pas réduite. Alors que les champs colombiens partent en fumée, l'on importe déjà près de 7,5 millions de tonnes d'aliments (on est en train d'acheter des céréales nord-américaines). A travers une législation clairement anti-agricole et une politique d'importations anti-patriotique, on est en train de détruire ce qui reste de notre pauvre économie paysanne. **La tragédie, la désolation et la pauvreté de nos paysans sont à ce point terribles qu'elles semblent appartenir à un autre monde.**

Il s'agit de générer un climat de scepticisme et d'indifférence nationale face à la réalité de nos campagnes. La question agraire et le sort en général du monde rural prennent une ampleur singulière avec la mise en marche du Plan Colombie. **Ce programme militaire, politique et social, réédite l'agression séculaire qu'ont subie les paysans colombiens pendant plus d'un siècle.** Il n'y a pas de doute que les processus de contre-réforme agraire vont être facilités encore, que les latifundia vont augmenter, de même que les politiques néo-libérales qui visent le développement agro-industriel, les cultures transgéniques et l'usage de semences certifiées, toutes mesures qui prises dans leur ensemble détruisent l'économie paysanne et la souveraineté alimentaire.

N'oublions pas que la Colombie est un des pays au monde où la concentration de la terre dans les mains de quelques propriétaires est la plus forte. **Le 1,5% des propriétaires détiennent 80% des terres utiles à l'exploitation agricole en général (adjectif espagnol intraduisible : " agropecuario ").** Le latifundium a été le support structurel du système antidémocratique qui contrôle la destinée de la Colombie.

L'oligarchie colombienne prétend assurer le contrôle social, idéologique et politique des paysans. De fait, les Etats-Unis voient dans le paysannat un allié potentiel de l'insurrection, puisque les FARC-EP sont intégrés historiquement dans les zones paysannes et que la majorité de ses combattants sont des paysans qui se sont soulevés par les armes.

Avec le Plan Colombie, la stratégie va dans le sens d'un affaiblissement de la capacité organisationnelle et de mobilisation du mouvement ouvrier et syndical, et particulièrement de celui des paysans. Comme c'est dans les zones rurales que l'on trouve la plus grande partie de la base sociale de l'insurrection armée, c'est aussi là-bas que sont commis par des groupes paramilitaires les horribles assassinats de cultivateurs.

De même, un secteur considérable du parlement colombien dissimule mal son attitude favorable au paramilitarisme, ainsi que plusieurs groupes à la tête de la FEDEGAN et de la FENALCO. On ne peut ignorer non plus les opinions favorables exprimées plusieurs fois par le Procureur général de la nation, de même que l'opinion de quelques pontes de l'Eglise représentés par l'Evêque Gutierrez Pabon de Chiquinquirá, de dirigeants politiques à la tête de Alvaro Uribe Velez, et d'ex-généraux comme Harold Bedoya et Rito Alejo del Rio, qui, entre autres, appellent directement et indirectement à la guerre sans quartiers.

Il est important de relever que les AUC (Unités d' " Autodéfense " de Colombie, nom que se donnent les réseaux paramilitaires) sont dirigées par des narcotrafiquants notoires. Ceux-ci ont été les alliés stratégiques de la CIA et du DEA lorsqu'on leur a demandé leurs services, comme cela a été démontré avec la création des PEPES, le groupe qui en association avec le cartel de Cali et le DEA a exécuté le narcotrafiquant Pablo Escobar Gaviria, contribuant ainsi de manière décisive à la désarticulation du puissant cartel de Medellín. Ces dénonciations ont

été faites il y a quelques jours par la bande de sicaires “ La Terraza ” dans un long document publié par “ Semana ”, une publication à large diffusion en Colombie.

Le paysannat colombien de même que l'ensemble du mouvement populaire saura répondre à la hauteur du nouveau défi qui lui est lancé, mais il a besoin de ne pas être seul, il a besoin de la voix, des mains et de l'appui de tous ceux qui rêvent d'une alternative démocratique et d'un monde plus juste et qui travaillent à le construire.

Les politiques anti-agricoles qui prédominent dans la période néolibérale actuelle ont miné les possibilités d'autosuffisance alimentaire dans les pays du sud, provoquant au passage la destruction des branches industrielles liées aux produits de la campagne. Les monopoles et oligopoles se sont proposés de “ transgéniser ” et de contrôler la production alimentaire de la planète, convertissant ce dessein stratégique en un mécanisme de domination néocoloniale. C'est là un des pièges que renferme le Plan Colombie et que nous avons le devoir de mettre à jour.

De plus, c'est un piège que de mettre sur un même plan les cultures de coca et de pavot (désignées arbitrairement comme illicites) et le narcotrafic. Les plantations de coca et de pavot se sont constituées en cultures de subsistance intégrées à l'économie paysanne. Les cultivateurs ont été contraints à cette nouvelle réalité par les circonstances sociales et économiques auxquelles ils furent soumis. Par conséquent, il n'est pas adéquat de qualifier leurs cultures d'illicites.

Dans l'imaginaire paysan, les cultures de coca et de pavot continuent à être un fruit de la terre, et sont considérées, entre autres choses, comme l'unique possibilité existant dans les conditions géographiques des zones de colonisation où elles ont été initiées.

En général, les cultures de coca constituent une forme de résistance paysanne pour ne pas devoir abandonner son monde rural. Pour cela, il est très important de séparer les deux réalités que sont le narcotrafic et les cultures. Le premier est un phénomène consubstantiel du capitalisme ; et les secondes, un produit des injustices du capitalisme, lorsque celui-ci combine latifundium, violence et politiques anti-agricoles.

4. Plan Colombie et processus de paix : Les hauts dignitaires des Etats-Unis et de Colombie ont insisté sur le fait que leur souci était celui de la paix. Et c'est bien ainsi, si ce n'est que c'est une paix à l'opposé de ce dont la Colombie a réellement besoin.

L'obsession de la classe dominante colombienne concernant la paix s'oriente dans le sens d'obliger l'insurrection armée à signer un accord, dont la composante principale est celle de la reddition des armes, de la démobilisation et de la réinsertion des combattants dans l'institution traditionnelle, leur offrant en échange de nombreuses prébendes et postes électoraux, ainsi que le financement de projets d'assistance à travers les ONGs, comme cela s'est passé autrefois avec le M-19, l'EPL et la CRS (secteur minoritaire qui appartenait à l'ELN).

On ne doit pas tomber dans le piège tendu par une intervention soi-disant humanitaire pour atteindre la paix. Le Plan Colombie postule une paix qui ressemble à celle des tombeaux. Cette proposition est en train de gagner des adeptes parmi les ONGs qui ont commis l'erreur de séparer les aspects sociaux et militaires contenus dans le Plan Colombie. **La partie sociale**

de ce Plan, soi-disant liée à la paix, est la carotte que l'on promet pour laver les consciences après que le gourdin néolibéral et guerrier aura frappé.

Pour terminer, j'aimerais insister sur le fait que le Plan Colombie tend à se convertir en fer de lance de l'interventionnisme yankee en Amérique Latine. **Il constitue un affront aux peuples d'Amérique Latine**, basé sur une nouvelle modalité d'intervention économique, politique et militaire des Nord-Américains, en direction de ce qu'ils considèrent comme leur arrière-boutique.

On nous impose une dure épreuve, dans laquelle nos peuples devront faire croître leur dignité et leur courage pour affronter une étape forte dans la lutte et la résistance. La responsabilité nous incombe de provoquer un revirement de l'histoire qu'on voudrait nous assigner. La lutte sociale et populaire devra jouer (comme c'est déjà le cas) un rôle très important, lutte dont la lutte armée est l'expression. Celle-ci se transforme alors en symbole et en espérance pour toutes les luttes de résistance qui font avancer les peuples contre le capitalisme prédateur et sauvage.

Le refus international du Plan Colombie doit se transformer en composante unificatrice de la lutte politique que mènent les peuples opprimés et exploités contre la globalisation hégémonique et militariste du puissant capital, tant des Etats-Unis que de l'Europe. Cette lutte doit constituer le cadre dans lequel s'inscrivent les plus beaux efforts que nous ayons à faire pour construire et obtenir la paix.

La démocratie et les droits humains sont incompatibles avec le colonialisme qui soumet les peuples en restreignant leur souveraineté et leur indépendance. **Pour vaincre ce carcan d'indignité, de misère sociale, de dictature économique et politique, il est nécessaire de passer des propositions à la résistance concrète. Si nous sommes en faveur de la démocratie et des droits humains, alors nous avons une obligation morale et éthique : lutter sans relâche contre le système qui les dénie.**

FORUM ALTERNATIF CONTRE LA GLOBALISATION ET LE NEOLIBERALISME. "L'AUTRE DAVOS"

Zurich, 26 janvier 2001

LUIS ALBERTO MATTA.

(1) L'Union Patriotique – U.P est un mouvement politique fondé en 1985 grâce aux accords de paix et de cessez-le-feu passés entre le gouvernement et les FARC-EP une année auparavant. En 1986, une expérience d'opposition pluripartite de gauche a commencé une ascension politique prometteuse, allant jusqu'à obtenir les résultats électoraux les plus hauts qu'ait connus l'histoire. L'U.P. fut alors soumise dans les années qui suivirent au plus terrible des bains de sang que l'on connaisse dans le monde occidental contre un parti et ses sympathisants.

Plus de 4000 personnes furent assassinées, victimes de crimes sélectifs et d'épouvantables massacres collectifs, victimes parmi lesquelles se trouvent deux candidats à la présidence, plusieurs députés au Congrès, des maires et des dizaines de municipaux. Ce génocide contre l'U.P., fondé sur l'intolérance du pouvoir dominant, conduisit à l'échec de cette tentative de paix avec les FARC. (*Note de l'auteur*).